



PRÉFET DE SEINE ET MARNE
SOUS-PREFECTURE DE MEAUX

Bureau de l'Animation et du Développement
des Territoires
service associations
27 place de l'Europe
77109 MEAUX CEDEX

Le numéro W773002662
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W773002662

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Meaux

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **24 novembre 2018**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, SIEGE

dans l'association dont le titre est :

TAXIS 77


dont le nouveau siège social est situé : 32 avenue de Berny
77270 Villeparisis

Décision(s) prise(s) le(s) : **22 octobre 2018**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Statuts
Procès-verbal

Meaux, le 26 novembre 2018

Pour le sous-préfet, et par délégation
Le chef de bureau


Julie BAUSSAC

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.
Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.
NOTA :
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.